

ADRESSE

À NOTRE DIRECTEUR

Monsieur le Directeur Général adjoint,

Les sujets à vous soumettre sont beaucoup trop nombreux, nous retiendrons les trois principaux du moment :

1- NOS EMPLOIS

Alors que 650 suppressions d'emplois dans les directions départementales et régionales sont annoncées au PLF 2026, la direction générale vient de lancer une nouvelle arme de destruction et de destructuration massive avec sa réforme du calcul et des allocations d'emplois !

Aucun groupe de travail, aucune réunion informelle et aucun accompagnement personnalisé ne viendront ni désamorcer, ni déminer les effets de cette bombe ! Et cette bombe n'est pas à retardement puisqu'elle devrait commencer à s'appliquer dès 2026, c'est-à-dire aujourd'hui !

Alors que l'Isère est sapée par des années de déficits d'emplois en catégories B et C, tout va être effacé comme par magie.

Vous comptez supprimer les vacances d'emplois sans moyens supplémentaires, à quel prix !?

- la liquidation de droits fondamentaux pour les agents, comme celui d'avoir une visibilité sur son emploi.

- la précarisation dans la fonction publique qui conduit à former des personnels pour une durée donnée sans garantie de lendemain

- l'impossible réponse aux attentes de la population. Vous défendez l'accueil multicanal mais sans les moyens c'est impossible sans nuire à la qualité des conditions de travail (stress généré par le contrôle renforcé du décroché téléphonique, remise en cause la pause méridienne pour les agents d'accueil physiques lors des périodes d'échéances qui se multiplient) et à la qualité du service rendu.

Les chiffres sur lesquels vous appuyez votre action ne reflètent en rien la situation des agents au quotidien, qui sont confrontés au stress de l'urgence et à l'impossibilité de tout faire, à des plannings toujours plus fous, à des congés toujours plus difficiles à caser, à l'incapacité de bien accueillir et former les nouvelles recrues !

Résultat : Des agents et une population malmenés en permanence !

La CGT revendique la fin des suppressions d'emplois,

le comblement en urgence des emplois non pourvus.

La CGT revendique la fin de la précarité de l'emploi public.

2- NOS RÉMUNÉRATIONS

Les fonctionnaires sont globalement plus mal payés que dans le privé. On nous soumet pourtant à des procédés « stakhanovistes » pour faire plus avec moins. Le mal-être dans l'emploi est croissant mais les procédures encore rares pour dénoncer le harcèlement professionnel.

Et au fil du temps, nos rémunérations s'étiolent. Un agent C perçoit 522€ de moins que ce qu'il pourrait percevoir s'il n'avait perdu 25 % de paye depuis 2000 par rapport à l'inflation.

Que dire de nos grilles indiciaires qui se tassent et conduisent à notre « smicardisation ». Le mépris est de mise à notre égard !

Ex. : - la progression de traitement d'un C2 ne sera que de 5 x 4,92€ brut au bout de 6 ans de carrière.

- Pour la catégorie A, le recrutement s'effectue à 11,5 % au-dessus du SMIC. Rappelons qu'il se situait à 75% il y a moins de 30 ans de cela. Les fonctionnaires sont paupérisés et mécontents tout comme le reste de la population, impactés que nous sommes tous par le contexte inflationniste post crise sanitaire.

On crie à la désaffection des jeunes pour notre administration ? Mais on les comprend .

Tout travail mérite un salaire digne. Moins nombreux face à une population croissante, notre productivité est donc meilleure mais nos payes sont négligées.

La CGT revendique la hausse de 10 % de la valeur du point d'indice avec indexation sur l'inflation, pour rattraper les années de gel.

La CGT revendique le bénéfice de la Nouvelle Bonification Indiciaire NBI pour amortir la vie chère en Isère et améliorer notre pouvoir d'achat.

3 LE RYTHME ET LA FINALITÉ DES REFORMES

La rapidité et l'intensité des réformes ne fait que s'accroître sur fond de transformation numérique : NRP, dématérialisations, Compte Financier Unique, réformes de la Taxe d'Habitation, facture électronique. Comme les agents, certains élus s'en plaignent et le font savoir à nos collègues Conseillers aux Décideurs Locaux. M. Robert, vous vous déplacez aujourd'hui à Grenoble à l'occasion d'un séminaire du contrôle fiscal organisé par la DDFiP avec la DIRCOFI.

La direction générale vient de lancer projet de réorganisation des services du contrôle fiscal visant à adapter son organisation au niveau national prétextant de nombreuses mutations (législatives, informatique et numérique). Après la l'instauration de la loi pour un Etat au service d'une société de confiance (ESSOC) et la création de l'examen de conformité fiscale qui concourent au désengagement de l'État du contrôle fiscal des sociétés, nous franchissons un cran supplémentaire dans l'attaque globale menée contre le contrôle fiscal, ses missions et ses agents.

Sous couvert de professionnalisation, cette restructuration va entraîner une dégradation des conditions d'exercice de la mission de contrôle fiscal et des conditions de travail des agents.

Toutes les missions du contrôle fiscal seront fragilisées.

Depuis 2015, dans l'Isère, il y a eu 25 suppressions d'emplois dans le contrôle fiscal, contrairement au récit de la sanctuarisation des emplois :

En fait, cette restructuration n'a pas pour objet de résoudre les problèmes rencontrés par le contrôle fiscal, mais dans un contexte de pénurie d'emplois, de créer des services plus gros avec l'idée que cela permettra l'industrialisation du contrôle fiscal avec l'aide magique de l'IA et que cela résoudra tous les problèmes.

Mais après le projet d'écèlement des PCE façon puzzle dans la plus grande précipitation et impréparation, il est légitime de se demander si la DG va s'arrêter là.

Si la mort des PCE est au premier plan dans la sphère de la fiscalité professionnelle, plusieurs autres éléments laissent entendre que le projet de la DG est bien plus vaste (déploiement des centres de contact professionnels, l'harmonisation des bloc-notes dans les centres de contact pour les professionnels pour traitement des réponses par l'IA, note sur les fusions/suppressions de SIE, le centre de CSP à distance qui effectue des taxations d'office pour le SIE).

La CGT revendique la fin des réorganisations/restructurations,

La CGT revendique la paix !